

Brochure n° 3171

**Convention collective nationale**

IDCC : 715. – **INSTRUMENTS À ÉCRIRE  
ET INDUSTRIES CONNEXES**

---

**AVENANT N° 36 DU 17 FÉVRIER 2009**  
**RELATIF AUX SALAIRES MENSUELS MINIMA POUR L'ANNÉE 2009**  
NOR : *ASET0950747M*  
IDCC : 715

Les parties signataires conviennent de revaloriser les salaires mensuels minima garantis tels que résultant de l'avenant n° 35 du 5 décembre 2007. Elles entendent insister sur les principes généraux d'égalité qui doivent guider les politiques de rémunération.

A cet effet, elles rappellent tout particulièrement qu'au titre des articles L. 3221-2 et L. 3221-5 du code du travail :

- les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ;
- les différents éléments composant la rémunération doivent être établis selon des normes identiques pour les hommes et pour les femmes ;
- les disparités de rémunération ne doivent pas, pour un même travail ou un travail de salaire égal, être fondées sur les appartenances des salariés à l'un ou l'autre sexe ;
- les catégories et les critères de classification et de promotion professionnelle ainsi que toutes les autres bases de calcul de la rémunération, notamment les modes d'évaluation des emplois, doivent être communs aux travailleurs des deux sexes.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Minima conventionnels*

1. La grille des salaires mensuels minima conventionnels, pour un salarié à temps plein dont le niveau de salaire n'obéit pas à des dispositions légales ou réglementaires particulières, est revalorisée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mars 2009.

(En euros.)

| COEFFICIENT | SALAIRE MENSUEL MINIMUM |
|-------------|-------------------------|
| 1 000       | 1 322                   |
| 1 020       | 1 346                   |
| 1 040       | 1 390                   |
| 1 060       | 1 438                   |
| 1 080       | 1 488                   |
| 1 100       | 1 536                   |
| 1 125       | 1 616                   |
| 1 150       | 1 723                   |
| 1 175       | 1 828                   |
| 1 200       | 1 935                   |
| 1 225       | 2 037                   |
| 1 250       | 2 142                   |
| 1 300       | 2 280                   |
| 1 350       | 2 510                   |
| 1 500       | 3 137                   |
| 1 700       | 3 973                   |
| 1 900       | 4 806                   |
| 2 200       | 6 061                   |

2. La base de calcul pour la prime d'ancienneté visée à l'article 8 de l'annexe I « Collaborateurs » est revalorisée comme suit :

- 6,92 € à compter du 1<sup>er</sup> mars 2009 ;
- 7 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

3. La valeur de l'indemnité de panier de nuit visée à l'article 5 de l'annexe I « Collaborateurs » est revalorisée comme suit :

- 10,38 € à compter du 1<sup>er</sup> mars 2009 ;
- 10,50 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

## Article 2

### *Salaires minima garantis des salariés cadres*

Le principe de garantie conventionnelle du salaire mensuel ne permet pas de tenir compte des pratiques salariales souvent retenues pour les salariés cadres qui perçoivent un fixe mensuel auquel s'ajoute une part variable dont la périodicité de versement est autre que mensuelle.

Afin de préserver cette spécificité et d'appliquer le principe de garantie conventionnel de salaire, il est prévu que ces salariés auront la garantie de percevoir annuellement, comme tous les salariés, au minimum 12 fois le salaire mensuel minimum garanti correspondant à leur coefficient. Mensuellement, ils seront en outre assurés de percevoir un salaire mensuel égal au minimum à 90 % du salaire mensuel conventionnel correspondant à leur coefficient (1). Cette disposition spécifique ne peut en aucun cas remettre en cause les accords et avantages existant au sein des entreprises, et notamment la prime dite de treizième mois.

(1) Exemple : pour un coefficient 1300 bénéficiant de bonus dont la périodicité de versement est trimestrielle, le salaire minimum mensuel garanti est de 2 052 €. A cela s'ajoute une garantie annuelle de rémunération égale à  $2\,280 \times 12 = 27\,360$  €.

Il est prévu en outre que les salariés cadres confirmés, positionnés dès le coefficient 1350 de la grille, percevront annuellement un minimum de 34 308 € bruts toutes primes comprises.

Le présent article est applicable jusqu'en 2011. Avant cette échéance, les parties signataires conviennent de se revoir pour dresser un bilan de son application et convenir d'une prorogation.

### **Article 3**

#### *Durée et révision de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail.

La partie patronale s'attachera à obtenir son extension.

Fait à Paris, le 17 février 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

SGIEIC.

#### **Syndicats de salariés :**

FNIC CGT ;

FCE CFDT ;

FFSCEGA CFTC ;

FPC FO ;

FNSCIC CFE-CGC.